

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mercredi 5 octobre 2022

SOMMAIRE

- **Albert-Fabrice Puela : « La RDC est engagée dans la promotion des droits de l'Homme dans une approche holistique »**
- **La RDC continue à améliorer ses pratiques dans le domaine des droits de l'Homme (Bintou Keita)**
- **Droits des femmes : Annie Matundu forme différents acteurs de la société civile sur la résolution 1325 et ses résolutions connexes**
- **Bukavu : Le Département de médecine de l'UEA lance le programme de formation des sage-femmes**
- **Angela Merkel lauréate du Prix Nansen pour les réfugiés**
- **Pré-COP 27 : les Chefs d'Etat appelés à sécuriser des terres des communautés afin de développer des terroirs**
- **Pré-COP27 : les USA proposent une allocation de 12 milliards USD pour l'accès aux crédits carbone en faveur des pays les moins pollueurs**
- **La CENI lance des missions de repérage des sites pour l'identification et l'enrôlement des Congolais de l'étranger**
- **Ituri : 12 personnes tuées par les ADF en un mois à Irumu et Mambasa**
- **Insécurité à Mai-Ndombe: « Nous sommes infiltrés. S'ils ont choisi Kwamouth c'est parce que c'est l'entrée de Kinshasa » (Rita Bola)**

1. DROITS HUMAINS

Albert-Fabrice Puela : « La RDC est engagée dans la promotion des droits de l'homme dans une approche holistique »

Lors de son allocution, mardi 4 octobre à la 51ème session du conseil des droits de l'homme à Genève en Suisse, le ministre congolais des Droits humains, Albert-Fabrice Puela, a déclaré : « La RDC est résolument engagée dans la promotion des droits de l'homme dans une approche

holistique ». Pour y parvenir, des textes importants ont été élaborés, a fait valoir Albert-Fabrice Puela. Il s'agit de la proposition de loi sur l'accès à l'information, de la loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme, de la proposition de loi sur les manifestations publiques, ainsi que de lois importantes pour l'application effective de la justice transitionnelle, y compris le décret portant création d'un Fonds national des réparations en faveur des victimes de violences sexuelles et autres crimes graves de droit international et du droit international humanitaire. « Nous sommes convaincus que la communauté tant locale qu'internationale voit à quel point cette question des victimes des conflits armés, de la recherche de la vérité, de la justice, des réparations, des garanties de non-répétition et de vetting est au centre des préoccupations des objectifs du Chef de l'Etat, et de tout son Gouvernement parce qu'elle constitue le seul moyen de lutter contre l'impunité des seigneurs de guerres, des dignitaires du pays mis en cause et de réduire toutes les tensions entre les communautés », a argumenté Albert-Fabrice.

La RDC continue à améliorer ses pratiques dans le domaine des droits de l'homme (Bintou Keita)

La cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, intervenant 51ème session Conseil des droits de l'homme sur le dialogue interactif renforcé sur la situation des droits de l'homme en RDC a souligné mardi 4 octobre que la RDC continuait à renforcer son dispositif législatif et à améliorer ses pratiques dans le domaine des droits de l'homme. Concernant le dispositif législatif, Bintou Keita a cité la promulgation de deux lois importantes portant sur les des droits des personnes vivant avec handicap et sur la protection des droits des peuples autochtones. Elle a aussi indiqué que la mission qu'elle dirige avait continué d'appuyer les autorités nationales pour la mise en œuvre du processus de justice transitionnelle : « *Dans le domaine de la justice transitionnelle, nous avons continué d'appuyer les autorités nationales pour la mise en œuvre du processus à travers le pays. Les consultations populaires ont été lancées dans sept provinces et les sensibilisations se poursuivent à la fois dans les provinces affectées par les conflits et à l'ouest du pays* ».

2. DROITS DES FEMMES

Droits des femmes : Annie Matundu forme différents acteurs de la société civile sur la résolution 1325 et ses résolutions connexes

Le monde s'apprête à célébrer le 22 ème anniversaire de la résolution 1325, Femmes, Paix et Sécurité des Nations Unies. Dans ce cadre, Annie Matundu, Consultante en genre et développement, Représentante régionale de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (Wilpf) et présidente de cette organisation en République Démocratique du

Congo, à réuni une trentaine de structures de la société civile pour un renforcement des capacités. Celle qui porte le sobriquet de "Maman 1325" dit vouloir par cette formation, engendrer en RDC, une nouvelle génération des "enfants 1325". Les objectifs spécifiques de cette formation sont notamment de renforcer les capacités des différentes structures de la société civile sur la Résolution 1325, former un pool d'alliés avec différentes structures ayant pris part à la formation sur la Résolution 1325, amener les différentes structures à tenir compte de la Résolution 1325 dans leurs actions ainsi qu'œuvrer pour sa mise en œuvre en RDC.

Bukavu : Le Département de médecine de l'UEA lance le programme de formation des sages-femmes

L'Université Evangélique en Afrique centrale UEA à travers son Département de Médecine, vient de lancer officiellement lundi 3 octobre 2022 une filière de sages femmes. Au total, 34 étudiants vont suivre un cursus académique normal d'une année et demi soit 18 mois, il s'agit d'une formation qui entre dans le système de LMD. Le Doyen de la faculté de Médecine à l'UEA, Docteur ALLUMETI MUNYALI Désiré, fait savoir qu'il existe un déficit par rapport à la formation de ceux qui accompagnent les femmes lorsqu'elles mettent au monde. C'est pour cette raison que l'UEA a jugé bon d'organiser une formation au profit des concernés pour les transformer en des sages femmes. Et leur attention sera focalisée sur l'éthique et la Déontologie du métier souligne le docteur ALUMETI. Cette innovation de L'université Evangélique en Afrique a pour objectif de prendre en charge la femme enceinte jusqu'à ce qu'elle mette au monde dans des bonnes conditions renchérit Docteur ALUMETI.

Angela Merkel lauréate du Prix Nansen pour les réfugiés

L'ancienne chancelière allemande Angela Merkel est la lauréate cette année du prix Nansen du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève. L'agence onusienne l'a annoncé mardi, honorant son leadership et sa politique d'accueil notamment envers les réfugiés syriens. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a ainsi salué « le courage et la compassion dont a fait preuve l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel pour assurer la protection de centaines de milliers de personnes désespérées ». Ce prix distingue aussi ses efforts pour trouver des « solutions viables à long terme » pour les personnes en quête de sécurité. Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a salué sa détermination à protéger les demandeurs d'asile et à défendre les droits de l'Homme, les principes humanitaires et le droit international.

Une preuve d'un grand courage moral et politique

Plus de 1,2 million de personnes avaient pu rejoindre l'Allemagne en 2016 et 2017 depuis la Syrie et d'autres pays, après les efforts menés par Mme Merkel. *« En aidant plus d'un million de réfugiés à survivre et à se reconstruire, Angela Merkel a fait preuve d'un grand courage moral et politique »*

», a déclaré M. Grandi. Pour le HCR, cette distinction est avant tout celle d'un « véritable leadership, faisant appel à notre humanité commune, s'opposant fermement à ceux qui prêchent la peur et la discrimination ». « Mme Merkel a montré ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les hommes politiques adoptent la bonne ligne de conduite et s'efforcent de trouver des solutions aux défis du monde plutôt que de simplement rejeter la responsabilité sur les autres », a ajouté M. Grandi.

3. SITUATION POLITIQUE

Pré-COP 27 : les Chefs d'Etat appelés à sécuriser des terres des communautés afin de développer des terroirs

Les délégués d'une centaine de mouvements communautaires, organisations de la société civile et de jeunesse de plus de 23 pays africains regroupés au sein de « *Caravane Africaine pour le climat* » ont présenté ce mardi 4 octobre lors d'une visio-conférence leur message concernant notamment le financement climatique pour l'adaptation des populations et la prise en charge des pertes et dommages. Ces mouvements plaident pour la sécurisation des terres des communautés afin de développer collectivement des terroirs en agroécologie paysanne, solution agricole pour une justice sociale, alimentaire et climatique. À travers les témoignages, les actions de terrain, les débats, mais aussi son travail d'influence, la Caravane africaine pour le climat, à en croire son communiqué de presse, entend augmenter la pression citoyenne africaine sur les gouvernements nationaux et lors des négociations internationales. Elle espère ainsi contribuer à un mouvement de justice climatique plus fort, plus dynamique et plus pérenne à l'échelle mondiale.

Pré-COP27 : les USA proposent une allocation de 12 milliards USD pour l'accès aux crédits carbone en faveur des pays les moins pollueurs

L'administration Biden est disposée à décaisser un fonds de 12 milliards USD pour l'accès aux crédits carbone en faveur des pays qui polluent moins. C'est John Kerry, envoyé spécial des États-Unis d'Amérique pour le climat qui a fait cette annonce lundi, au cours de la conférence de presse qu'il animée au Palais du peuple à Kinshasa en marge les travaux préparatoires de la Conférence des Parties à la convention-cadre de Nations Unies sur le changement climatique (Précop-27), qui se tiennent du 03 au 05 octobre. Selon l'ancien

secrétaire d'Etat américain, ce fonds va couvrir une période de cinq (5) ans dont trois milliards USD seront décaissés au cours de l'année 2022. « Nous travaillons déjà dans un mécanisme de financement pour les rendre disponibles pour ceux qui vont créer des affaires viables respectueuses de l'environnement », a-t-il indiqué tout en signalant que les efforts de son pays consistent également à sensibiliser d'autres pays pour qu'ils aient plus d'ambition en cette matière.

La CENI lance des missions de repérage des sites pour l'identification et l'enrôlement des congolais de l'étranger

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé des missions de repérage des sites d'identification et d'enrôlement des Congolais de l'étranger. Pour ce faire, la centrale électorale a mis en place un projet pilote pour faire participer des résidents à l'étranger au processus en cours. Ce projet pilote concerne cinq (5) pays visés par la CENI à savoir : l'Afrique du Sud, la Belgique, la France, le Canada et les États-Unis d'Amérique. C'est dans ce cadre que les membres de la CENI sont en mission dans ces cinq pays précités en prévision de l'opération de la Révision du Fichier Électoral (RFE). Le Premier Vice-président, Bienvenu Ilunga Lembow est à Paris depuis lundi 3 octobre avec une délégation pour les Congolais résidant sur le sol français. Dans sa mission, il est prévu notamment la tenue des cadres de concertation avec les Congolais de la RDC.

4. SECURITE

Ituri : 12 personnes tuées par les ADF en un mois à Irumu et Mambasa

Au moins 12 civils ont été tués et cinq autres blessés et des camions incendiés par les rebelles ADF au mois de septembre dernier dans les territoires d'Irumu et de Mambasa, dans la province de l'Ituri. Ces chiffres sont contenus dans le rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) publié lundi 3 octobre à Bunia. Cependant, dans le territoire de Djugu, on signale le retour des populations dans plusieurs localités dû à l'accalmie relative observée depuis environ deux mois. La situation sécuritaire et humanitaire demeure ainsi préoccupante à cause de l'activisme des rebelles des ADF, conclut le BCNUDH.

Insécurité à Mai-Ndombe: « Nous sommes infiltrés. S'ils ont choisi Kwamouth c'est parce que c'est l'entrée de Kinshasa » (Rita Bola)

La gouverneure de la province du Mai-Ndombe, Rita Bola a lancé un appel pressant aux autorités centrales en rapport avec la situation sécuritaire préoccupante dans le territoire de Kwamouth due au conflit ensanglantant entre les communautés Yaka et Teke. La cheffe de l'exécutif du Mai-Ndombe l'a dit à l'issue d'un entretien avec le président de l'assemblée nationale, Christophe Mboso, auquel ont pris part Jean-Marie Peti-Peti, Willy Itshundala et Mme Rita Bola, respectivement gouverneurs du Kwango, du Kwilu et de Mai-Ndombe ; des présidents des assemblées provinciales de trois provinces, les députés provinciaux, les députés nationaux ressortissants de cette partie du pays, ainsi que les chefs coutumiers et certains notables du Grand Bandundu. Devant la presse, Rita Bola a demandé au Président de la République, aux présidents de deux chambres du Parlement ainsi qu'au premier ministre de prendre des décisions en temps réel. *« Pour moi, le pays est en guerre . S'ils ont choisi Kwamouth c'est parce que c'est l'entrée de Kinshasa. Et nous voulons que les décisions se prennent en temps et à l'heure. Nous sommes infiltrés, il y'a une main noire alors attaquons le problème à la source et sécurisons nos territoires »*, a déclaré la gouverneure de Mai-Ndombe.